

Les Maliens, autant désireux de changement que demandeurs de démocratie

Dépêche No. 386 d'Afrobarometer | Carolyn Logan, Massa Coulibaly, et E. Gyimah-Boadi

Résumé

Après des semaines de manifestations massives demandant la démission du Président Ibrahim Boubacar Kéïta, des milliers de Maliens en liesse ont accueilli le coup d'État qui a renversé son pouvoir le 18 août 2020 (Al Jazeera, 2020). Mais des observateurs s'interrogeaient s'il en était fini avec la démocratie au Mali.

Le coup d'État a été largement condamné par la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les dirigeants occidentaux, qui insistent pour le retour du Président Kéïta (Ahmed & Petesch, 2020; France 24, 2020; BBC, 2020). Les putschistes y ont réservé une fin de non-recevabilité tout en promettant le retour du pays aux élections et à la démocratie.

Le fait que de nombreux Maliens semblent accueillir favorablement le coup d'État ne doit pas surprendre. Les résultats d'une enquête Afrobarometer de mars-avril 2020 montrent un profond mécontentement à l'égard du statu quo, y compris des perceptions largement répandues selon lesquelles le pays allait dans la mauvaise direction, que l'économie était en ruine, que la corruption se répandait, et que leurs élus n'étaient pas dignes de confiance.

Dans le même temps, les forces armées, ainsi que les chefs traditionnels, jouissent de niveaux beaucoup plus élevés de confiance populaire. Au milieu d'un mécontentement croissant à l'égard du gouvernement et d'une gestion inepte par les dirigeants élus, de nombreux Maliens ont peut-être vu le coup d'État comme la meilleure chance pour le pays d'échapper à une spirale descendante.

Mais Afrobarometer documente également l'insistance des Maliens sur la démocratie comme la voie à suivre pour le pays. Même si de nombreux citoyens semblent prêts à accepter une intervention militaire à court terme, ils rejettent le régime militaire en tant que système de gouvernement. Les résultats suggèrent qu'ils tiendront les putschistes par leur promesse de convoquer des élections et de remettre le pouvoir aux civils (Maclean, Diouara, & Peltier, 2020).

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer Mali, conduite par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens entre le 16 mars et le 3 avril 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des

marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Mali en 2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014, et 2017.

Résultats clés

Les Maliens sont profondément mécontents de l'état de leur pays et de leur économie, ainsi que des performances de leurs dirigeants:

- Environ quatre mois avant le coup d'État d'août 2020, près de neuf Maliens sur 10 (86%) déclaraient que le pays allait dans « la mauvaise direction », contre 52% en 2014. Même parmi les partisans de la coalition au pouvoir, 82% étaient d'accord que le pays allait dans la mauvaise direction.
- Les trois quarts (74%) des citoyens trouvaient que la corruption avait augmenté au cours de l'année précédant l'enquête, dont 62% trouvaient qu'elle avait même « beaucoup augmenté ».
- Huit Maliens sur 10 (81%) ont dépeint la situation économique du pays comme étant mauvaise, dont 45% qu'elle était « très mauvaise ».
- L'appréciation de la performance du Président de la République était à son plus bas niveau jamais enregistré par Afrobarometer depuis le début des enquêtes au Mali en 2001. Six citoyens sur 10 (61%) désapprouvaient la façon dont le Président remplissait sa fonction.

Mais les Maliens ont une haute estime vis-à-vis des militaires:

- Plus de huit citoyens sur 10 (82%) déclarent faire au moins « partiellement confiance » aux militaires, dont 62% qui ont exprimé « beaucoup de confiance » envers les forces armées. Moins de la moitié (47%) disent faire confiance au Président de la République.
- Dans une enquête Afrobarometer de 2017, de larges majorités ont déclaré que les Forces Armées Maliennes protègent « souvent » ou « toujours » le pays contre les menaces de sécurité internes et externes (80%) et qu'elles agissent de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens (69%).

Bien que ces résultats puissent expliquer la tolérance populaire, voire l'accueil favorable au coup d'État militaire, le désir populaire de démocratie reste fort:

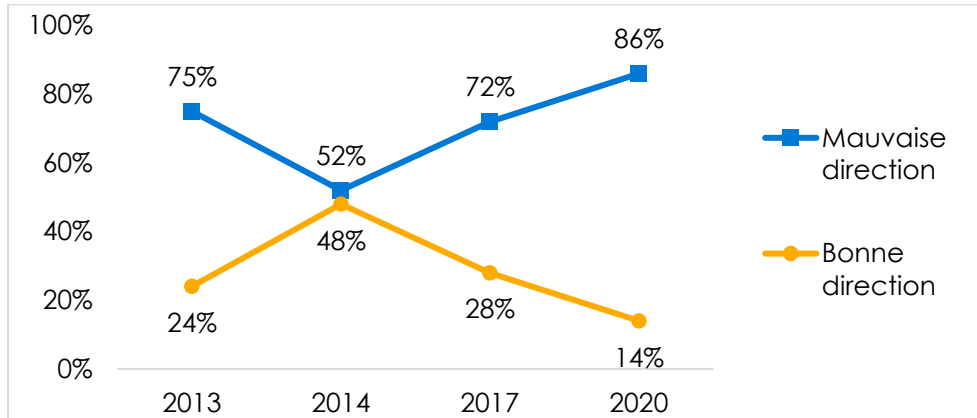
- Près des deux tiers (64%) des Maliens ont déclaré préférer la démocratie à tout autre régime politique, et des majorités encore plus importantes rejettent le régime militaire (69%), le régime de parti unique (76%), et le régime d'un seul homme fort (87%).
- Les Maliens ont également exprimé leur ferme soutien aux principales institutions et pratiques démocratiques, y compris les élections comme meilleur moyen de choisir les dirigeants (75%), la redevabilité du Président devant l'Assemblée Nationale (77%), et le devoir du Président d'obéir aux lois et décisions de justice du pays (80%). Mais seulement la moitié (51%) donnerait la priorité à la redevabilité plutôt qu'à l'efficacité du gouvernement.

Insatisfaction populaire face au statu quo

Depuis le meeting du 5 juin 2020, des forces politiques et sociales de l'opposition et appelant à la démission du Président IBK, les Maliens étaient extrêmement insatisfaits de l'état de leur pays. Près de neuf sur 10 (86%) ont déclaré que le pays allait dans « la mauvaise direction », soit une augmentation de 34 points de pourcentage par rapport à 2014 (52%) (Figure 1).

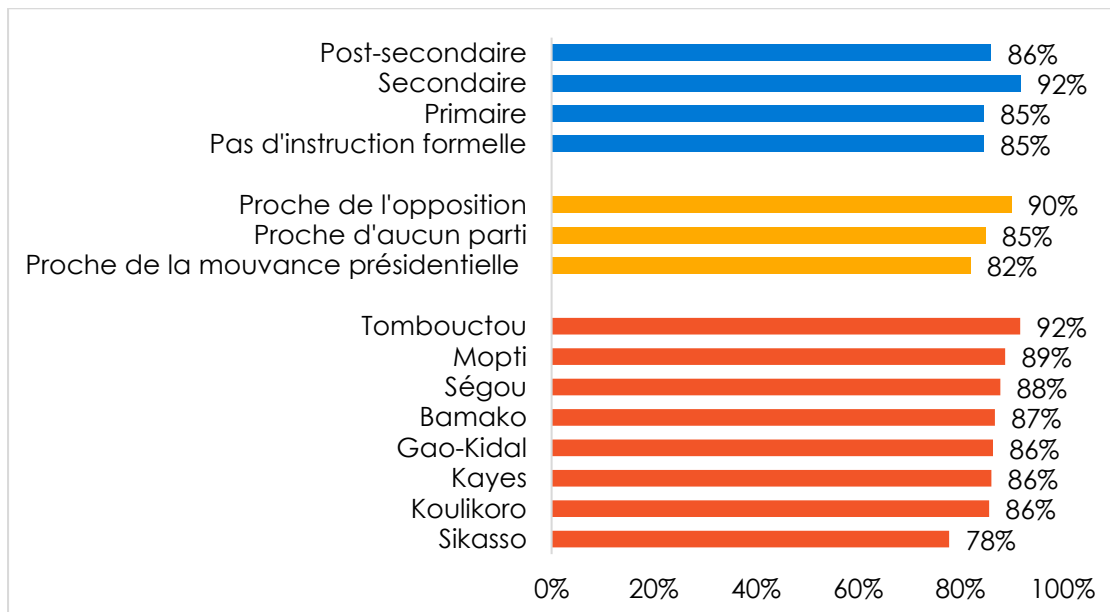
Cette évaluation était indépendante du niveau d'éducation des personnes interrogées, et même parmi les partisans de la coalition au pouvoir,¹ 82% estimaient que le Mali allait dans la mauvaise direction (Figure 2). Sikasso était la seule région où cette évaluation négative a chuté en dessous de huit sur 10 (78%).

Figure 1: Direction du pays | Mali | 2020



Question posée aux répondants: Permettez-moi de vous interroger sur l'orientation générale du pays: Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?

Figure 2: Mauvaise direction du pays | par niveau d'éducation, appartenance partisane, et région | Mali | 2020



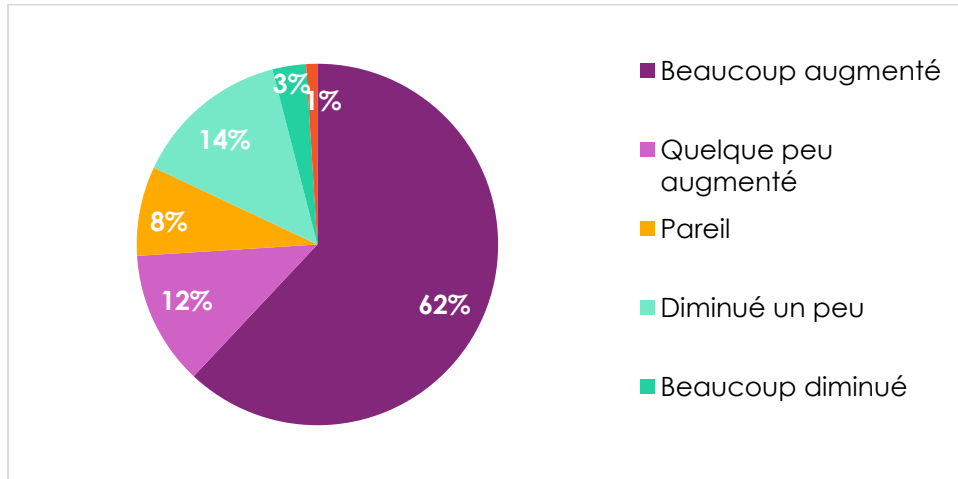
Question posée aux répondants: Permettez-moi de vous interroger sur l'orientation générale du pays: Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction? (% qui disent « la mauvaise direction »)

NB: En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Kidal, Gao, et Tombouctou) produisent des résultats avec de larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution.

¹ Afrobarometer détermine l'affiliation politique sur la base des réponses aux questions, « Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique? » et, si oui, « De quel parti s'agit-il? »

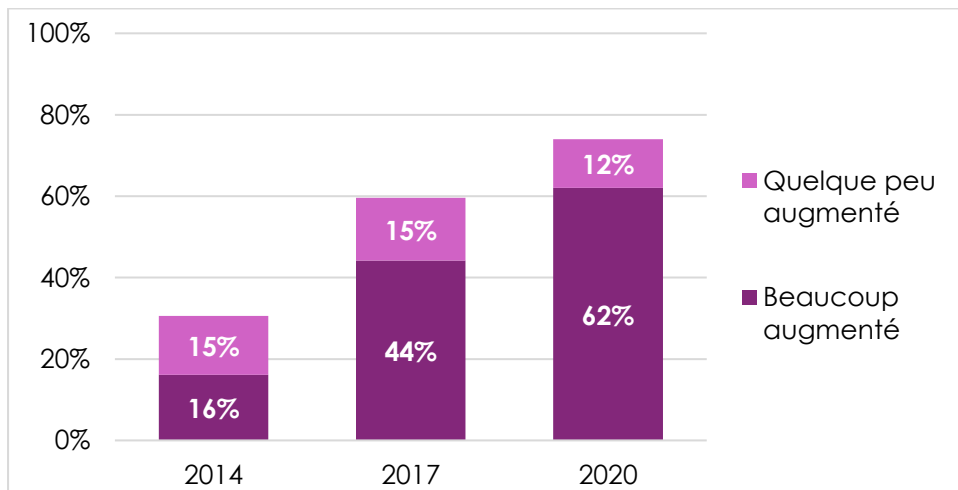
Les répondants ont également signalé une corruption endémique, l'une des principales plaintes des manifestants qui ont envahi les espaces publics de Bamako ces dernières semaines (Obaji, 2020). Dans l'enquête Afrobarometer, les trois quarts (74%) des citoyens ont déclaré que la corruption avait augmenté au cours de l'année précédant l'enquête, dont 62% qu'elle avait « beaucoup augmenté » (Figure 3). Cela représente une forte hausse depuis 2014, quand une beaucoup plus modeste proportion, 31%, affirmaient que la corruption avait augmenté (Figure 4).

Figure 3: Niveau de corruption dans le pays | Mali | 2020



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

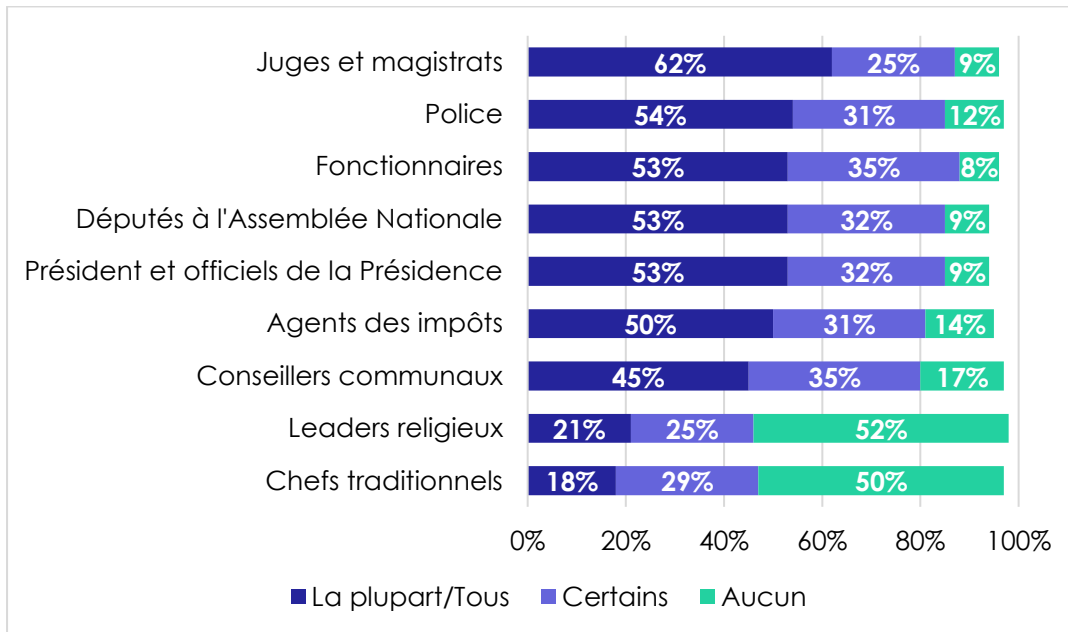
Figure 4: Evolution du niveau de corruption dans le pays | Mali | 2020



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

De tous les principaux dirigeants et fonctionnaires, les juges et magistrats étaient le plus souvent considérés comme corrompus: 62% des Maliens ont déclaré que « la plupart » ou « tous » étaient impliqués dans la corruption. Plus de la moitié ont également constaté une corruption généralisée parmi les officiels de la Présidence (53%) ainsi que parmi d'autres fonctionnaires (53%), des représentants à l'Assemblée Nationale (53%), et dans la police ou gendarmerie (54%) (Figure 5).

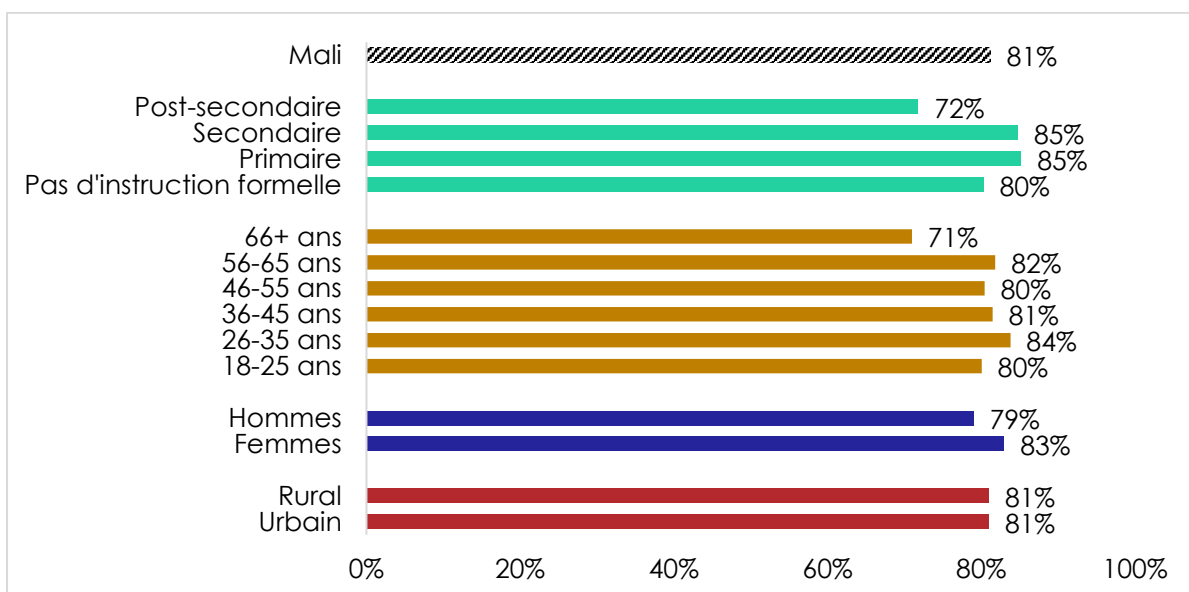
Figure 5: Qui est corrompu | Mali | 2020



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Les perceptions répandues de la corruption officielle s'accompagnaient de sombres évaluations économiques. Huit Maliens sur 10 (81%) décriront la situation économique du pays comme mauvaise, dont 45% « très mauvaise » (Figure 6). Ces évaluations étaient assez uniformes dans tous les groupes démographiques, bien que les citoyens ayant fait des études post-secondaires (72%) et les personnes âgées (71%) aient été un peu moins critiques.

Figure 6: Situation économique du pays est mauvaise | par groupe socio-démographique | Mali | 2020

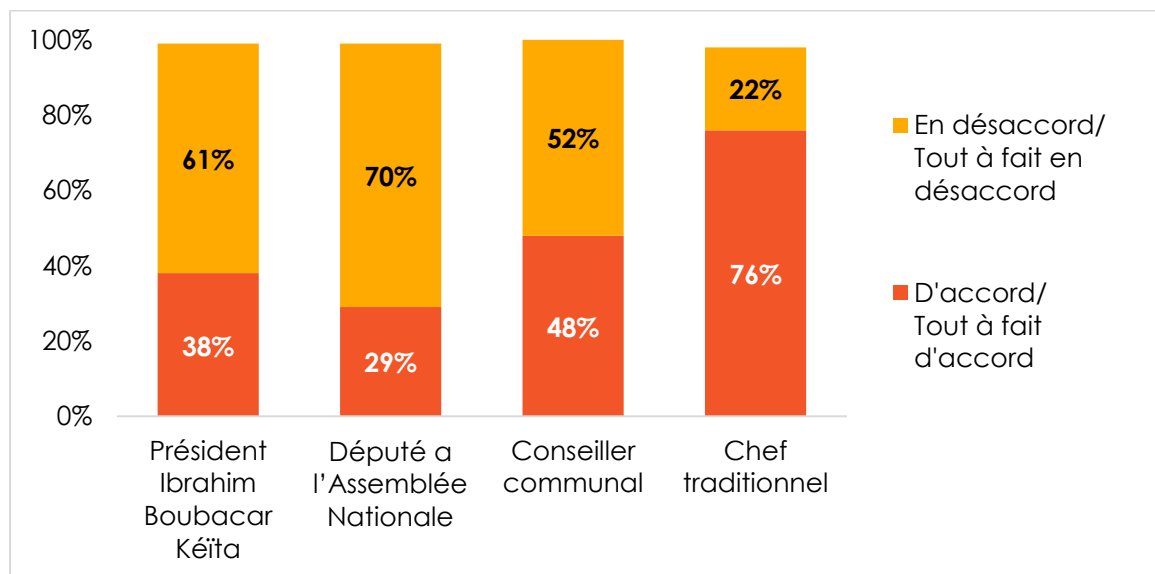


Question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays? (% « mal » ou « très mal »)

Les citoyens étaient également critiques de la performance de leurs dirigeants. Six sur 10 (61%) se sont prononcé « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec la façon dont le Président accomplissait sa mission, bien qu'une minorité substantielle (38%) se soit dite satisfaite de son travail. Encore plus (70%) ont donné à leurs représentants à l'Assemblée Nationale une mauvaise évaluation de leur travail (Figure 7). Les conseillers communaux ont reçu des critiques plus mitigées (52% de désapprobation), tandis que les chefs traditionnels ont brillé avec un taux d'approbation de 76%.

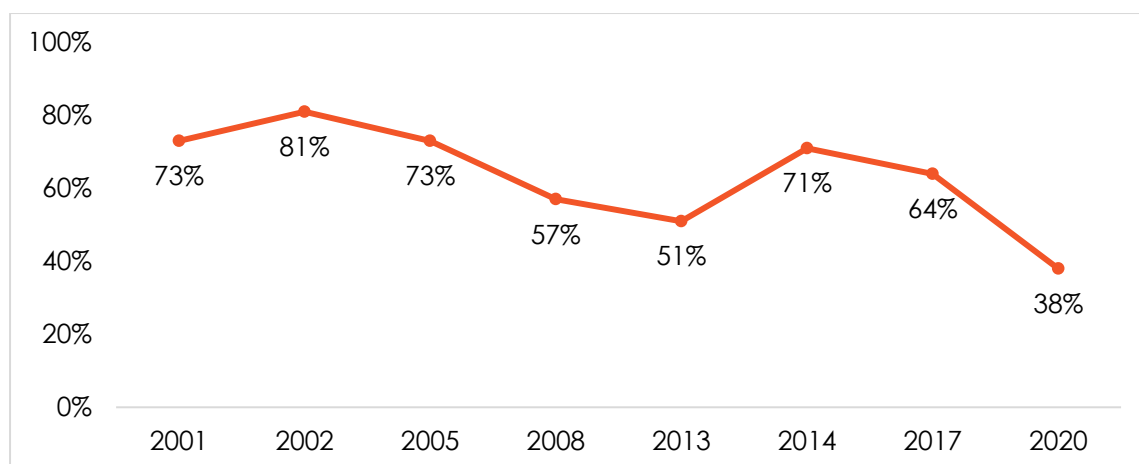
L'approbation populaire de la performance du Président a diminué de près de la moitié depuis 2014 (de 71% à 38%), atteignant son plus bas niveau depuis qu'Afrobarometer a commencé ses enquêtes au Mali en 2001 (Figure 8).

Figure 7: Evaluations de la performance des leaders | Mali | 2020



Questions posées aux répondants: Etes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Figure 8: Approbation de la performance du Président | Mali | 2001-2020



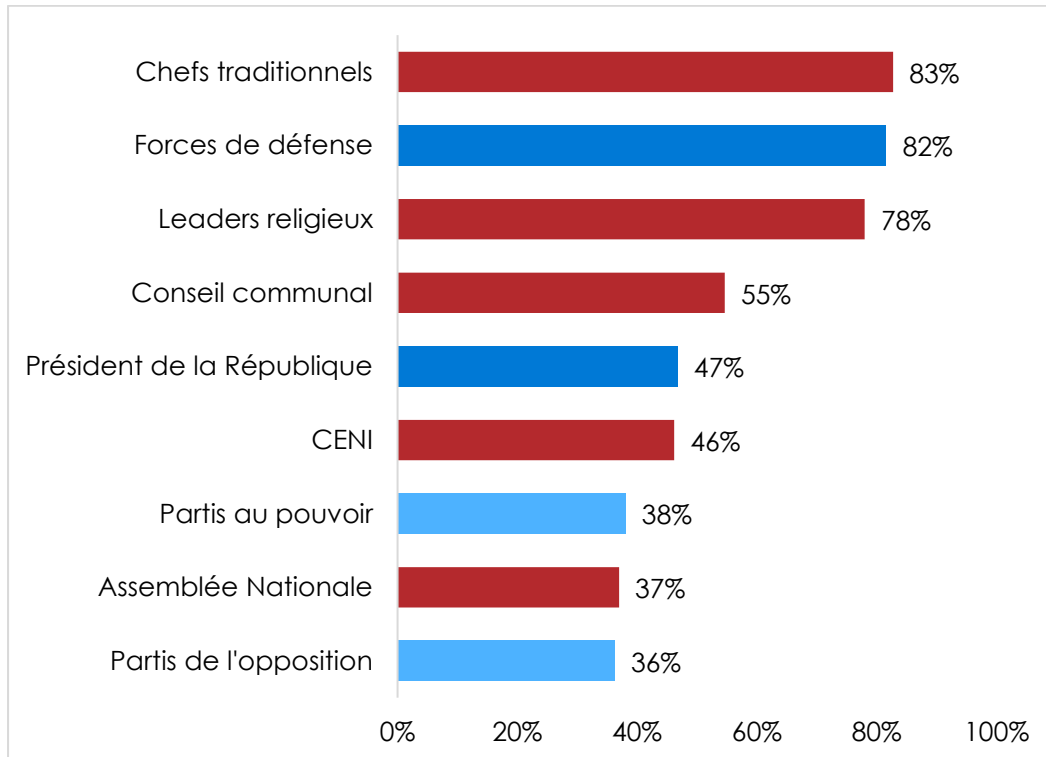
Question posée aux répondants: Etes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Le Président Ibrahim Boubacar Kéïta? (% « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Confiance aux forces de défense et aux leaders civils

L'armée est l'une des institutions publiques les plus accréditées de confiance au Mali, à égalité uniquement avec les chefs traditionnels. Plus de huit citoyens sur 10 (82%) ont déclaré qu'ils faisaient au moins « partiellement confiance » envers l'armée, dont 62% « beaucoup confiance » envers les forces de défense. En revanche, le Président jouissait de la confiance de moins de la moitié (47%) des Maliens, tandis que moins encore exprimaient leur confiance envers l'Assemblée Nationale (37%) (Figure 9).

Les résultats suggèrent également qu'une majorité de Maliens ne comptent pas sur les partis politiques pour conduire le pays dans la bonne direction, car seules des minorités ont déclaré faire même « juste un peu » confiance envers la coalition au pouvoir (38%) et les partis d'opposition (36%).

Figure 9: Confiance envers les institutions et leaders | Mali | 2020

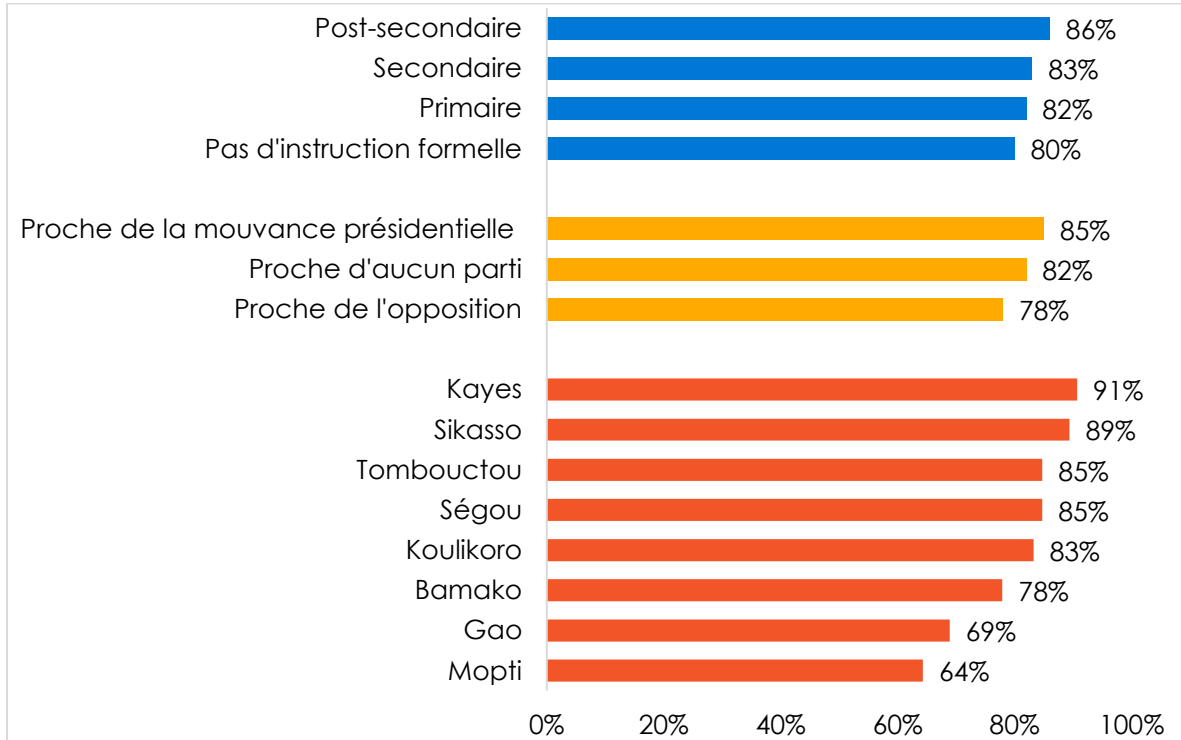


Questions posées aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

La confiance envers l'armée était élevée, quel que soit le niveau d'éducation des répondants ou leur appartenance à un parti politique. Et même dans les régions de Mopti (64%) et Gao (69%), qui luttent contre une insurrection jihadiste depuis 2012, environ les deux tiers ont exprimé leur confiance envers les forces armées (Figure 10).

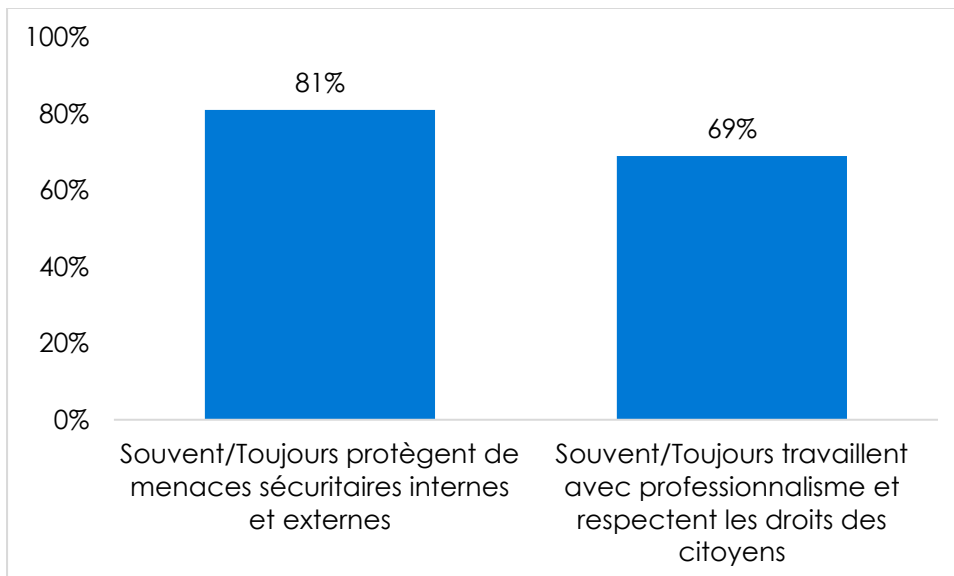
De plus, l'armée a été saluée pour son efficacité et son comportement. Dans l'enquête Afrobarometer de 2017, une grande majorité de personnes interrogées ont déclaré que les Forces Armées Maliennes protégeaient « souvent » ou « toujours » le pays contre les menaces sécuritaires internes et externes (80%) et qu'elles agissaient de manière professionnelle et dans le respect des droits de tous les citoyens (69%) (Figure 11).

Figure 10: Confiance envers les forces de défense | par niveau d'éducation, appartenance partisane, et région | Mali | 2020



Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les forces de défense du Mali? (% « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

Figure 11: Perceptions de l'efficacité et du comportement des forces de défense | Mali | 2017

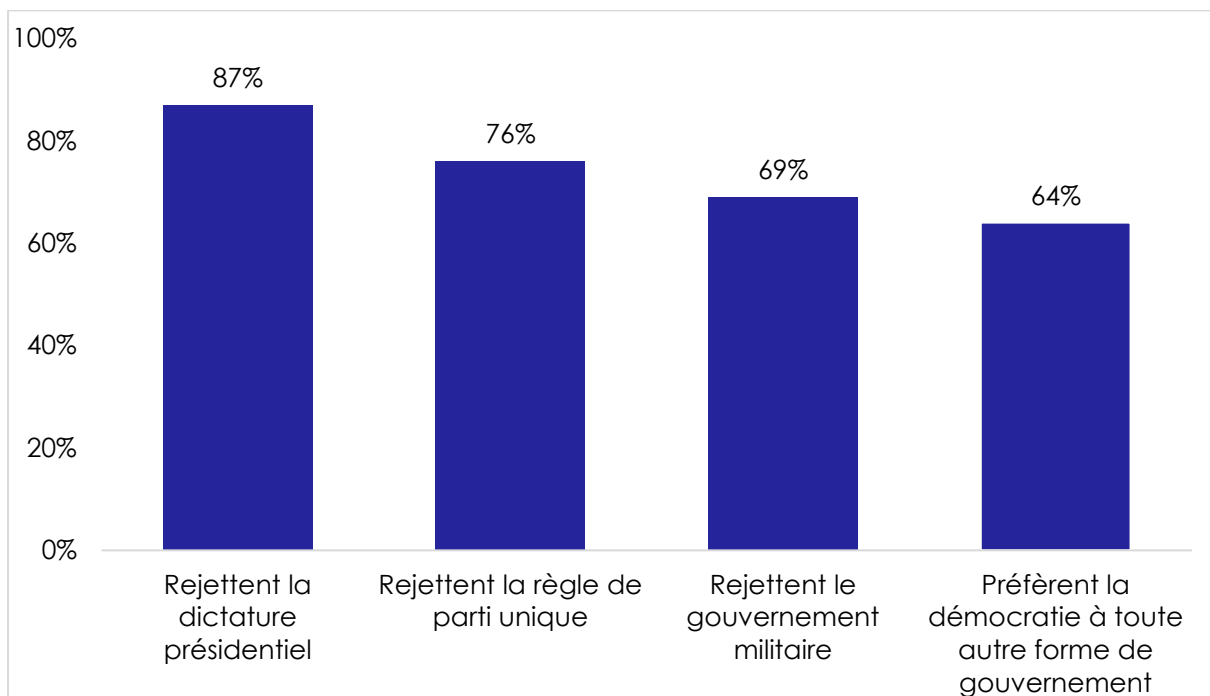


Questions posées aux répondants: A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays: Protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes? Travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

Engagement pour la démocratie

Même si la combinaison d'un profond mécontentement à l'égard du statu quo et d'une forte confiance populaire envers l'armée suggère une raison pour laquelle le coup d'État semble avoir été bien accueilli par de nombreux citoyens, les résultats de l'enquête montrent également le soutien fort et continu des Maliens à la démocratie. Interrogés sur leur système de gouvernement préféré, près des deux tiers (64%) des répondants ont déclaré préférer la démocratie à tout autre régime politique, et des majorités encore plus importantes rejettent le régime militaire (69%), le régime à parti unique (76%), et la dictature présidentielle (87%) (Figure 12).

Figure 12: Demande de démocratie | Mali | 2020



Questions posées aux répondants:

Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes? (% de ceux qui disent « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.

L'armée intervient pour diriger le pays.

Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le Président de la République puisse tout décider.

Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

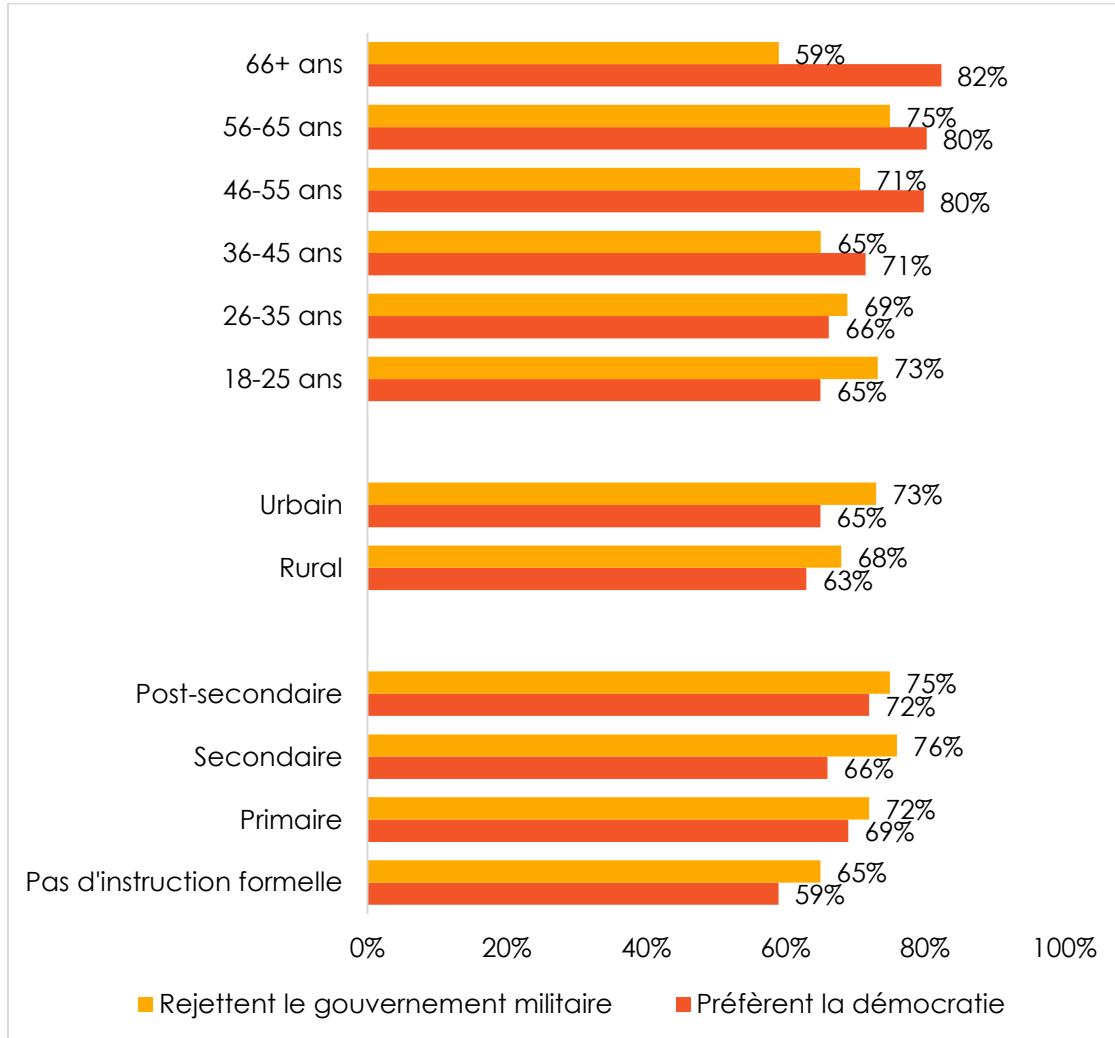
Affirmation 2: Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

(% de ceux qui étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Le soutien à la démocratie augmentait avec l'âge des répondants, allant de 65% chez les 18-25 ans à 82% chez les plus de 65 ans (Figure 13). Les urbains étaient plus susceptibles que leurs homologues ruraux de s'opposer au régime militaire (73% contre 68%), mais pas plus susceptibles de préférer la démocratie. Les citoyens sans éducation formelle étaient les moins susceptibles de préférer la démocratie (59%) et de rejeter le régime militaire (65%).

Figure 13: Soutien à la démocratie et rejet du régime militaire | par groupe socio-démographique | Mali | 2020



Questions posées aux répondants:

Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes? (% de ceux qui disent « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner.

L'armée intervient pour diriger le pays.

Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le Président de la République puisse tout décider.

Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2: Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.

Affirmation 3: Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

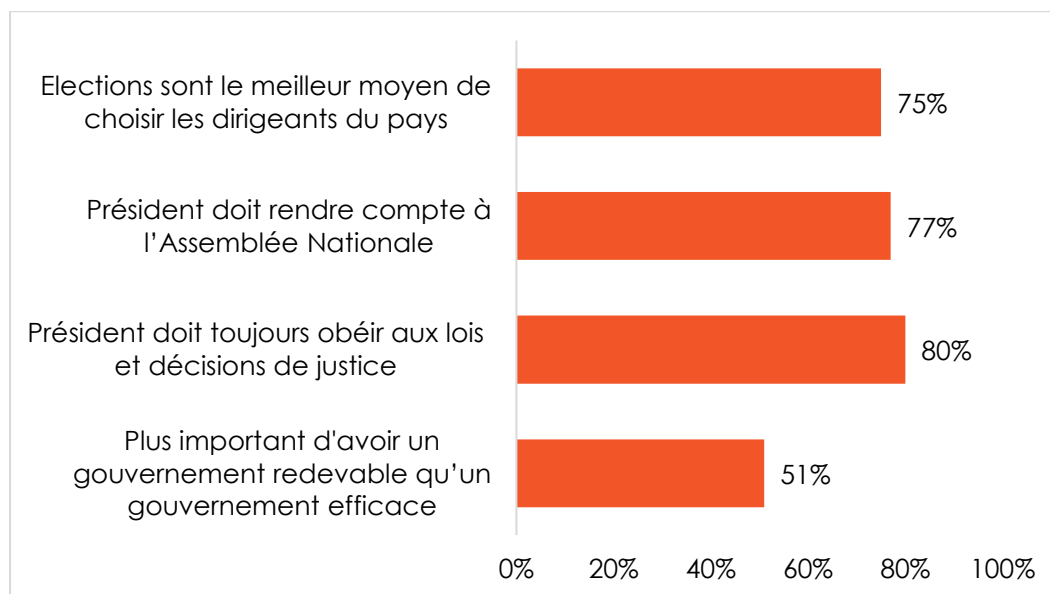
(% de ceux qui étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Significativement, les Maliens ont également exprimé leur ferme soutien à un certain nombre d'institutions et de pratiques démocratiques clés (Figure 14). Même après l'échec du leadership démocratique, ils restent profondément attachés à des élections régulières, libres, et équitables comme meilleur moyen de choisir les dirigeants du pays: Les trois quarts (75%) ont affirmé leur attachement à cette pierre angulaire de la gouvernance démocratique.

Le soutien à la redevabilité démocratique était également fort. De grandes majorités s'accordent à la fois sur le fait que le Président devrait avoir à rendre compte à l'Assemblée Nationale sur comment son administration dépense l'argent des contribuables (77%) et que le Président doit toujours obéir aux lois et décisions de justice du pays, même s'il pense qu'elles sont erronées (80%).

Lorsqu'on leur a demandé d'exprimer une préférence entre la redevabilité du gouvernement et son efficacité, le soutien aux institutions démocratiques était un peu plus faible: Seulement la moitié (51%) ont déclaré qu'il était plus important d'avoir un gouvernement redevable devant ses citoyens, alors que presque autant (48%) préféreraient un gouvernement qui « fait avancer les choses », certainement une indication de l'impatience des Maliens face à un leadership non performant.

Figure 14: Soutien à certaines institutions et pratiques démocratiques clés | Mali | 2020



Questions posées aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres et transparentes.

Affirmation 2: Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Affirmation 1: L'Assemblée Nationale devrait veiller à ce que le Président de la République lui rende régulièrement compte de l'usage que fait son gouvernement de l'argent des contribuables.

Affirmation 2: Le Président de la République devrait se concentrer entièrement sur le développement du pays au lieu de perdre son temps à justifier ses actions.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Affirmation 1: Puisque le Président de la République a été élu pour diriger le pays, il ne devrait pas être contraint par des lois ou des décisions de justice qu'il estime erronées.

Affirmation 2: Le Président de la République doit toujours obéir aux lois et aux décisions de justice, même s'il pense qu'elles sont erronées.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

Affirmation 1: Il est plus important d'avoir un gouvernement efficace, même si le peuple n'a aucune influence sur ses actions.

Affirmation 2: Il est plus important pour les citoyens de pouvoir tenir le gouvernement pour responsable, même si cela implique une prise de décision plus lente.

(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

Conclusion

Pas plus tard qu'en 2018, le Président Ibrahim Boubacar Keïta a été réélu pour un second mandat, obtenant 42% des voix au premier tour des élections et 67% au second tour. Mais ces deux dernières années ont marqué un déclin spectaculaire de sa réputation au milieu d'une explosion de mécontentement parmi les Maliens ordinaires. Aucune seule cause évidente n'explique la chute de Keïta; plusieurs facteurs semblent avoir fusionné, y compris les perceptions populaires selon lesquelles la corruption montait en flèche alors que la crise socioéconomique s'intensifiait avec d'incessantes grèves dans presque tous les secteurs (éducation, santé, justice, administration publique, finances), les insurrections non résolues dans le Nord du pays, l'insécurité grandissante au Centre du pays, et peut-être même les perturbations sociales et économiques causées par la pandémie du coronavirus (Obaji, 2020).

Les observateurs extérieurs ont raison de s'inquiéter du fait que de nombreux Maliens semblent préférer un coup d'État à la perspective d'attendre les trois dernières années du mandat de Keïta. Mais dans un pays déjà confronté à de profonds défis politiques et économiques, et face à la réponse inepte et inefficace de Keïta, il semble que les Maliens ne pensaient pas qu'ils, ou leur pays, pouvaient survivre trois années supplémentaires de la spirale de déclin.

Cependant, le bilan est également clair que malgré les échecs profonds des gouvernements démocratiques actuels et précédents, les Maliens restent attachés à la démocratie en tant que système de gouvernement et rejettent le régime militaire comme solution à long terme aux problèmes du pays. Bien qu'il puisse y avoir un soutien ou une tolérance à la prise de contrôle militaire à court terme, les résultats rapportés ici suggèrent que les Maliens jugeront les responsables du coup d'État à leurs promesses de restaurer la démocratie.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Ahmed, B., & Petesch, C. (2020). Global leaders condemn the coup in Mali amid worry about extremists. Time. 19 août.
- Al Jazeera. (2020). Mali opposition, military join rally to celebrate Keita's removal. 21 août.
- BBC. (2020). Mali's coup is cheered at home but upsets neighbours. 21 août.
- France 24. (2020). Emergency ECOWAS summit calls for reinstatement of Mali's president Keita. 20 août.
- Maclean, R., Diouara, C. A., & Peltier, E. (2020). Mali coup leaders pledge democracy after deposing president. New York Times. 19 août.
- Mbewa, D. O. (2020). Son of Malian president quits parliamentary role following public protests. CGTN. 14 juillet.
- Obaji, P. (2020). A coup won't end Mali's corruption and insecurity. Foreign Policy. 19 août.

Carolyn Logan est directrice des analyses d'Afrobarometer et professeure associée au sein du Département des Sciences Politiques de Michigan State University. Email: clogan@afrobarometer.org.

Massa Coulibaly est directeur exécutif du Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), le partenaire national d'Afrobarometer au Mali. Email: massa@greatmali.net.

E. Gyimah-Boadi est directeur exécutif d'Afrobarometer. Email: gyimah@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



Dépêche No. 386 d'Afrobarometer | 24 août 2020